Industrie Canada Industry Canada

QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2007

LE MONITEUR DU CAPITAL DE RISQUE

MISE À JOUR TRIMESTRIELLE SUR L'INDUSTRIE CANADIENNE DU CAPITAL DE RISQUE

Les petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes innovatrices à forte croissance qui commercialisent les résultats de la recherche sont en grande partie tributaires de l'industrie du capital de risque pour assurer leur financement. C'est pourquoi la vigueur de cette industrie revêt de l'importance pour ce segment des PME. La présente série de bulletins a pour but de fournir de l'information à jour sur l'industrie du capital de risque au Canada. À cette fin, elle fait état des tendances observées au chapitre de l'investissement, rend compte de la recherche sur des sujets touchant le capital de risque et examine les principales grappes technologiques où est investi le capital de risque.

INTRODUCTION

Le présent numéro, le dernier de l'année, rend compte de l'activité en matière de capital de risque au cours de 2007. L'année a été marquée par une augmentation de l'investissement étranger dans le cadre de transactions de grande valeur réalisées à l'appui d'entreprises canadiennes aux étapes ultérieures de leur développement. Le numéro comporte un article vedette sur la façon dont les incubateurs d'entreprises épaulent les PME innovatrices à forte croissance afin qu'elles soient prêtes à attirer le capital de risque et à accueillir les investissements. On y donne aussi un renvoi à une liste d'incubateurs canadiens. L'article « Pleins feux », présente la région de Waterloo, foyer en matière d'activité technologique et d'investissement.

APERÇU DE L'ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE CAPITAL DE RISQUE

Investissement et mobilisation de fonds

Forte croissance de l'investissement en capital de risque et déclin abrupt de la mobilisation de fonds

L'investissement en capital de risque au Canada s'est chiffré à 2,05 milliards de dollars en 2007 (tableau 1), en hausse de 21 % par rapport au niveau de 2006, soit la plus forte augmentation d'une année à l'autre depuis le sommet atteint entre 2000 et 2001. Cette augmentation est essentiellement attribuable à des niveaux d'investissement étranger beaucoup plus élevés sur le marché canadien et à un petit nombre de transactions de grande valeur (figure 1).

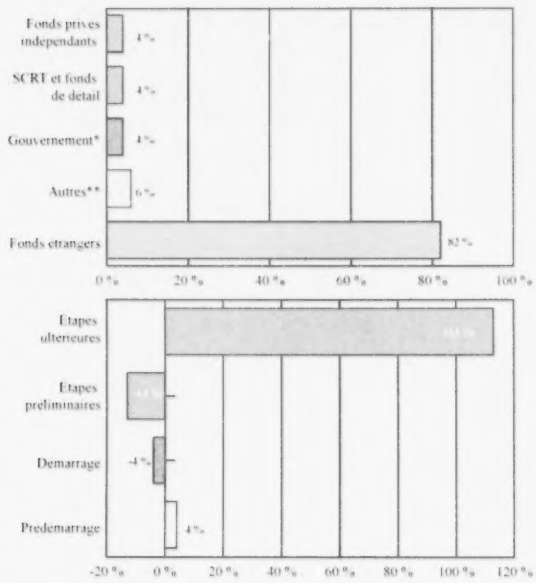
Tableau 1
Investissement en capital de risque et mobilisation de fonds, de 2004 à 2007

	2004	2005	2006	2007
	(en millions de dollars)			
Investissement	1 699	1 713	1 706	2 059
Mobilisation de fonds	1 780	2 220	1 630	1 190

Source : Thomson Financial Canada, 2008.

La mobilisation de capital de risque au Canada a atteint un nouveau plancher, s'établissant à 1,19 milliard de dollars seulement en 2007, ce qui représente un recul de 27 % par rapport aux 1,63 milliard de fonds recueillis en 2006. La mobilisation de fonds est surtout concentrée au Québec, qui a concentré 70 % des fonds recueillis en 2007.

Figure 1
Contribution à la croissance de l'investissement en capital de risque, de 2006 à 2007



Source : Compilé par Industrie Canada à partir de données de Thomson Financial Canada, 2008.
* Gouvernements fédéral et provinciaux.
** Inclut les fonds institutionnels et les fonds des entreprises.

Valeur des transactions

Quelques transactions de très grand montant entraînent une augmentation importante nette de la valeur moyenne des transactions

Un petit nombre de transactions de très grand montant réalisées en 2007 a fait grimper la valeur moyenne des transactions, qui s'est établie à 4,5 millions de dollars, soit une augmentation de 22 % par rapport à la valeur moyenne de 3,7 millions enregistrée en 2006. Fait notable, 10 des 457 transactions de capital de risque réalisées au cours de l'année représentaient 30 % de l'investissement total en capital de risque au Canada. Ces dix transactions de grand montant se sont principalement concentrées dans le secteur des sciences de la vie. Si on les exclut, la taille moyenne des transactions chute à 3,2 millions de dollars. Par comparaison, les dix plus grosses transactions de capital de risque en 2006 représentaient 16 % de l'investissement en capital de risque cette année-là. L'effet de distorsion de ces transactions de grand montant sur la taille moyenne des transactions et sur l'investissement total en capital de risque est donc plus important en 2007.

La valeur moyenne des transactions, qu'elles émanent des sociétés de capital de risque de travailleurs (SCRT), des fonds de détail ou des fonds privés indépendants canadiens, demeure nettement inférieure à celle des fonds étrangers investissant au Canada à différentes étapes du développement des entreprises (tableau 2).

Étape du développement

La part des investissements aux étapes ultérieures continue de croître, sous la poussée des fonds étrangers

Avec 67 % de l'investissement total en capital de risque réalisé aux étapes ultérieures du développement des entreprises canadiennes (tableau 3), la part des investissements aux étapes ultérieures a continué de croître en 2007. L'augmentation est principalement attribuable aux fonds étrangers, qui ont accru de 62 % leurs investissements dans les entreprises canadiennes aux étapes ultérieures. Ceux-ci sont ainsi passés de 391 millions de dollars en 2006 à 635 millions en 2007. Les fonds investis par les bailleurs de fonds étrangers représentaient 46 % des investissements aux étapes ultérieures, soit une hausse de 6 points de pourcentage par rapport à 2006.

Tableau 2
Valeur moyenne des transactions (en millions de dollars) selon l'étape de développement et le type d'investisseur

	SCRT et fonds de détail		Fonds privés indépendants		Fonds étrangers	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Prédémarrage	0,80	0,94	1,14	1,78	2,63	n.d.
Démarrage	1,19	1,27	1,94	1,97	8,96	4,15
Autre étape préliminaire	1,84	1,46	1,77	2,02	4,79	11,16
Étapes ultérieures	1,36	1,62	2,34	2,30	9,11	11,15

Source : Thomson Financial Canada, 2008.

La part des investissements en capital de risque aux étapes du prédémarrage et du démarrage a baissé en 2007, alors que le niveau d'investissement qui se chiffrait à 251 millions de dollars est demeuré inchangé.

Nouveaux investissements et réinvestissements

L'accent mis sur le réinvestissement s'est poursuivi en 2007

En 2007, on a observé une continuation de la concentration sur le réinvestissement, dont 72 % des fonds ont été investis dans des transactions aux étapes ultérieures (tableau 4). Les nouveaux investissements ne représentaient que 19 % de l'ensemble des investissements en capital de risque, dont 58 % réalisés aux étapes préliminaires du développement des entreprises. En outre, le nombre d'entreprises en démarrage ayant reçu des fonds pour la première fois a reculé de manière soutenue au cours des dernières années, passant de 191 en 2001 à 84 en 2007.

Type d'investisseur

Les fonds étrangers ont fortement augmenté leurs investissements au Canada en 2007

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, l'augmentation des investissements en capital de risque en 2007 est en grande partie attribuable aux niveaux d'investissements plus élevés des fonds étrangers au Canada. Ils atteignaient 40 % de l'ensemble des investissements en capital de risque réalisés au pays en 2007, en hausse de 8 points de pourcentage par rapport à l'année précédente (32 %). Les fonds étrangers comptaient pour 82 % de l'augmentation des investissements en capital de risque en 2007. Bien que les fonds étrangers aient accru de 52 % leurs investissements entre 2006 et 2007 (tableau 5), le nombre d'entreprises bénéficiaires n'a augmenté que de 13 %, ce qui s'est traduit en des transactions d'une valeur encore plus importante en 2007 qu'auparavant.

Tableau 3
Investissement en capital de risque et nombre de transactions selon l'étape de développement

	2002–2005	2006	2007	2002–2005	2006	2007
	Montant (en millions de dollars)			Nombre de transactions		
Prédémarrage et démarrage	20 % 1 507	15 % 251	12 % 251	24 % 637	22 % 100	20 % 92
Autre étape préliminaire	31 % 2 331	28 % 478	21 % 432	31 % 819	30 % 139	21 % 95
Étapes ultérieures	50 % 3 766	57 % 977	67 % 1 376	44 % 1 158	49 % 226	59 % 270

Source : Thomson Financial Canada, 2008.

Tableau 4
Répartition des réinvestissements, de 2003 à 2007

		2003–2005	2006	2007	2003–2005	2006	2007
		Montant (en millions de dollars)			Nombre de transactions		
Nouveaux investissements	Étapes préliminaires	58 % 780	60 % 207	58 % 223	62 % 432	58 % 97	49 % 84
	Étapes ultérieures	42 % 566	40 % 140	42 % 163	38 % 269	42 % 69	51 % 86
Réinvestisements	Étapes préliminaires	50 % 1 855	38 % 523	28 % 469	52 % 597	47 % 142	36 % 103
	Étapes ultérieures	50 % 1 819	62 % 837	72 % 1 213	48 % 551	53 % 157	64 % 184

Source : Thomson Financial Canada, 2008.

Tableau 5
Répartition des investissements en capital de risque, selon le type d'investisseur

	2006	2007	Changement (%)
	Montant (en millions de dollars)		
SCRT et fonds de détail	390	405	4
Fonds privés indépendants	338	353	4
Fonds étrangers	548	836	52

Source : Thomson Financial Canada, 2008.

Par comparaison, les investissements réalisés par des fonds privés indépendants, les SCRT et les fonds de détail canadiens n'ont enregistré qu'une croissance modeste de 4 % entre 2006 et 2007.

Mobilisation de fonds

La tendance à la baisse se poursuit tant pour les fonds des SCRT ou de détail que pour les fonds privés indépendants

La mobilisation de fonds a affiché un repli en ce qui concerne les fonds des SCRT ou de détail et les fonds privés indépendants. Les fonds des SCRT ou de détail ont mobilisé 741 millions de dollars, en baisse de 18 % par rapport aux 907 millions recueillis en 2006, alors que la mobilisation par des fonds privés indépendants chutait de 33 %, passant de 666 millions de dollars en 2006 à 447 millions en 2007 (tableau 6).

Tableau 6
Répartition de la mobilisation de fonds de capital de risque selon le type d'investisseur

	2006	2007	Changement (%)
	Montant (en millions de dollars)		
SCRT et fonds de détail	907	741	-18
Fonds privés indépendants	666	447	-33

Source : Thomson Financial Canada, 2008.

Répartition régionale

L'investissement en capital de risque a progressé dans la plupart des provinces, tout particulièrement en Ontario

L'Ontario et le Québec demeurent les grands bénéficiaires des investissements en capital de risque, avec 77 % du total des investissements concentrés sur ces deux provinces. Les investissements en capital de risque en Ontario ont fait un bond de 35 %, passant de 695 millions de dollars en 2006 à 937 millions en 2007(tableau 7). Cette augmentation est en grande partie attribuable à cinq transactions de très grand montant sur les 124 transactions réalisées dans la province. Les investissements en capital de risque au Québec ont également augmenté, mais au rythme plus modeste de 8 %, s'établissant à 648 millions de dollars en 2007 contre 600 millions en 2006.

Répartition selon les secteurs

Les technologies de l'information et les sciences de la vie ont continué d'attirer plus de 80 % du capital de risque investi

Les investissements en capital de risque ont progressé de 23 % dans le secteur des sciences de la vie, passant de 514 millions de dollars en 2006 à 633 millions en 2007 (tableau 8). Cette augmentation est essentiellement attribuable à un petit nombre de transactions de très grand montant, comme en témoigne la baisse de 18 % du nombre de transactions.

On observe la même tendance dans le secteur des technologies de l'information, qui a enregistré une progression de 20 % des investissements. Ceux-ci ont en effet atteint 1 067 millions de dollars en 2007, comparativement à 888 millions en 2006, le nombre de transactions demeurant inchangé.

Tableau 7
Investissements en capital de risque et nombre de transactions selon la province, 2006 et 2007

	2006	2007	2006	2007
	Montant (en millions de dollars)		Nombre de transactions	
Colombie-Britannique	18 % 301	15 % 310	13 % 52	12 % 49
Alberta	2 % 37	3 % 58	4 % 17	4 % 16
Saskatchewan	1 % 17	3 % 55	2 % 8	2 % 7
Manitoba	1 % 25	1 % 18	4 % 15	2 % 9
Ontario	41 % 695	46 % 937	30 % 121	30 % 124
Québec	35 % 600	31 % 648	44 % 178	46 % 189
Nouveau-Brunswick	0 % 6	1 % 16	1 % 6	2 % 7
Nouvelle-Écosse	1 % 24	1 % 17	2 % 9	2 % 10

Source : Thomson Financial Canada, 2008.

Tableau 8
Investissements en capital de risque selon le secteur d'activité, 2006 et 2007

	2006	2007	2006	2007
	Montant (en millions de dollars)		Nombre de transactions	
Sciences de la vie	30 % 514	31 % 633	21 % 96	18 % 81
Technologies de l'information	52 % 888	52 % 1067	48 % 221	48 % 220
Technologies énergétiques et environnementales	7 % 120	8 % 169	6 % 26	7 % 35
Autres technologies	2 % 36	0,3 % 6	2 % 16	2 % 7
Secteurs traditionnels	9 % 147	8,7 % 184	23 % 106	25 % 114

Source : Thomson Financial Canada, 2008.

Tableau 9
Transactions de la Banque de développement du Canada en 2007

	2007		
	BDC ($)	Co-investisseurs ($)	Nombre de transactions
Amorçage et prédémarrage	7 388 550	11 913 450	9
Démarrage	39 053 911	191 288 406	21
Autres étapes préliminaires	43 943 316	290 765 828	24
Étapes ultérieures	22 705 872	114 689 648	23
Total	113 091 650	608 657 331	77

Source : Banque de développement du Canada, 2008.

Activité gouvernementale en matière de capital de risque

Comme l'an dernier, la Banque de développement du Canada (BDC) a investi 113 millions de dollars dans le cadre de 77 transactions, dont 9 à l'étape de l'amorçage ou du prédémarrage (tableau 9). Le montant total mobilisé et investi par la BDC avec des co-investisseurs a atteint 721 millions de dollars, ce qui représente un effet de levier supérieur à 5.

La BDC a également investi 30 millions de dollars en tant que commanditaire dans deux fonds privés de capital de risque, Novacap Technologies III et le Fonds ontarien de capital-risque du gouvernement de l'Ontario.

Technologies du développement durable Canada (TDDC) a joué un rôle déterminant dans la plus importante transaction de capital de risque réalisée au quatrième trimestre de 2007. Une entreprise d'Ottawa du domaine des énergies de remplacement, qui a réussi à obtenir 54 millions de dollars de capital de risque au cours du trimestre, en attribue le mérite à TDDC, dont l'engagement de 9,5 millions au titre de contributions non remboursables a attiré les investisseurs de capital de risque.

Au quatrième trimestre de 2007, Exportation et développement Canada (EDC) a investi 5 millions de dollars dans le cadre d'une transaction où des co-investisseurs ont investi 6 millions.

En décembre 2007, le gouvernement de l'Ontario a annoncé la prolongation pour un an du crédit d'impôt accordé aux Fonds de placement des travailleurs, dont on attendait la suppression. Le crédit d'impôt intégral de 15 % sera offert jusqu'à la fin de 2009 et il ne sera pas supprimé totalement avant la fin de 2011.

Dans le cadre de son plan d'action pour appuyer l'industrie manufacturière de la province, le gouvernement du Québec a annoncé, en novembre 2007, une contribution de 25 millions de dollars au Fonds d'investissement en développement durable (FIDD), un fonds d'actions privé qui investit dans les technologies propres et les sources d'énergie renouvelable. Plus tôt en novembre, le FIDD a investi 31,5 millions de dollars dans deux sociétés de technologie propre ayant leur siège social au Québec.

SÉRIE D'ARTICLES VEDETTE : CRÉER UNE DEMANDE DE QUALITÉ POUR LE CAPITAL DE RISQUE AU CANADA

Cette série d'articles met en vedette des organisations et des programmes favorisant la création de possibilités d'investissement de qualité pour les investisseurs de capital de risque. Dans le présent numéro, on explique le rôle que jouent les incubateurs d'entreprises axés sur la technologie pour ce qui est d'aider les entrepreneurs à concrétiser leurs idées en propositions montrant qu'ils sont prêts à recevoir les investissements de capital de risque.

Portrait : Les incubateurs d'entreprises axés sur la technologie

Les investisseurs en capital de risque sont continuellement en quête de possibilités d'investissement de qualité. Les incubateurs d'entreprises peuvent jouer un rôle important en fournissant aux entrepreneurs et aux entreprises en démarrage l'appui dont ils ont le plus grand besoin, sous forme de conseils et de services. Les incubateurs peuvent aider leurs clients à devenir des sociétés bien établies et mieux outillées pour préparer une proposition de qualité en vue d'attirer les investissements en capital de risque.

Le Canada compte plusieurs incubateurs d'entreprises en activité. Ils offrent à leurs clients – les entreprises en démarrage – toute une gamme de ressources et de services utiles, notamment :

- des locaux à bureaux équipés;
- des laboratoires, du matériel spécialisé, un soutien technique et des services de bibliothèque;
- des services d'encadrement, de réseautage et de formation;
- des conseils sur la planification d'entreprise, la gestion, le marketing et la comptabilité, ainsi que des conseils financiers;
- des liens avec des sources de financement par emprunt et par capital de risque ainsi qu'avec des investisseurs providentiels;
- une aide juridique;

- des conseils au chapitre de la conformité aux règlements;
- du capital d'amorçage dans certains cas.

Une enquête menée en 2005 par Statistique Canada[1] a confirmé que les incubateurs canadiens parvenaient à assurer un soutien efficace à leur clientèle, comme le prouvent les taux élevés de survie des entreprises clientes et le financement par capital de risque obtenu. La National Business Incubation Association des États-Unis estime que le taux de survie des entreprises accompagnées par les incubateurs atteint 80 % après cinq années d'activité, ce qui est remarquable quand on sait que 44 % seulement de l'ensemble des PME survivent plus de trois ans[2].

Les incubateurs d'entreprises jouent un rôle important et utile en sélectionnant les entreprises à épauler en fonction de leur viabilité commerciale. Ces spécialistes se doivent d'être extrêmement sélectifs s'ils veulent optimiser leur rendement et asseoir leur réputation, qui leur vaudra par la suite la clientèle des entreprises ayant les meilleures chances de survie. La National Business Incubation Association des États-Unis renforce ce comportement en décernant des prix annuels nationaux aux incubateurs ayant le taux de succès le plus important et aux entreprises clientes obtenant les meilleurs résultats.

Les incubateurs d'entreprises, plus particulièrement ceux axés sur la technologie, peuvent être une source fructueuse de possibilités d'investissement de qualité pour les investisseurs de capital de risque. On trouvera une liste présentant un certain nombre d'incubateurs d'entreprises canadiens dans la version électronique HTML du numéro de février 2008 du *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise*, à **www.ic.gc.ca/epic/site/sbrp-rppe.nsf/fr/rd02276f.html**.

« PLEINS FEUX » — RÉGION DE WATERLOO

La région de Waterloo s'est continuellement transformée au cours du siècle dernier. Grâce à l'innovation, à l'entrepreneuriat et à l'investissement, cette région autrefois réputée pour son industrie textile et ses exploitations agricoles est devenue un pôle d'attraction pour les multinationales et un foyer pour les entreprises en démarrage à la fine pointe de la technologie, les possibilités d'investissement dans des entreprises de la prochaine génération et le développement d'entreprises locales en sociétés de calibre mondial. Son succès a été attribué, en grande partie, à la conjugaison de plusieurs facteurs, dont une culture dynamique de l'entrepreneuriat, une économie diversifiée, une concentration d'établissements postsecondaires ainsi que des structures favorables aux entreprises et à l'innovation.

Une culture dynamique de l'entrepreneuriat

La région est petite et bénéficie d'une culture axée sur l'entrepreneuriat, qui privilégie le sens de la collaboration et de l'entraide dans la collectivité et avec les administrations locales. Cette collaboration et les échanges de connaissances sont facilités par plusieurs structures favorables à l'entreprise et à l'innovation, qui sont financées par les entreprises locales, les leaders de la collectivité, les établissements d'enseignement et de recherche ainsi que les administrations publiques locales et des autres ordres de gouvernement. Le tableau 10 montre qu'un grand nombre de diplômés de la région y demeurent par la suite et constituent une proportion importante du bassin de cadres des sociétés locales. La plupart sont des entrepreneurs ayant travaillé pour plusieurs entreprises locales, ce qui aide à renforcer le réseau et à promouvoir la diffusion de connaissances et de technologies dans la région.

[1] Robert Joseph, Michael Bordt et Daood Hamdani, *Caractéristiques des incubateurs d'entreprises au Canada, 2005*, Ottawa, Statistique Canada, 2006.

[2] Amy E. Knaup, « Survival and Longevity in the Business Employment Dynamics Data », *Monthly Labor Review*, mai 2005.

Tableau 10
Caractéristiques de la grappe technologique de la région de Waterloo, 2006

	Technologies de l'information et des communications	Sciences, technologie et génie	Fabrication de pointe	Biotechnologie, sciences de la vie et industries de l'environnement
Niveau d'emploi (nombre de travailleurs)	13 300	5 100	9 200	1 400
Pourcentage du revenu total généré à l'extérieur du Canada	-	60 %	67 %	-
Pourcentage d'entreprises en quête de financement	-	27 %	29 %	-
Pourcentage d'entreprises appartenant à des intérêts privés	56 %	72 %	-	55 %
Pourcentage d'entreprises envisageant d'accroître leur effectif	82 %	87 %	60 %	75 %
Pourcentage du bassin de cadres qui sont d'anciens élèves des établissements de la région	66 %	59 %	75 %	+50 %
Nombre d'entreprises	284	65	58	58

Source : Communitech, 2006. *State of the Industry, Technology in Waterloo Region.*
http://communitech.esolutionsgroup.ca/investor_centre/research_centre.shtml

Une économie diversifiée

La région bénéficie d'une variété de secteurs qui mènent des activités de recherche-développement (R-D), notamment dans les domaines suivants : fabrication de pointe; biotechnologie; environnement; matériel informatique; appareils, instruments et services médicaux; photonique; imagerie numérique; technologies de l'information; logiciel; télécommunications; aérospatiale et défense; robotique; applications et dispositifs sans fil; et multimédia. Cette diversité dans la région, associée à une culture de l'entrepreneuriat, permet les échanges de connaissances porteuses d'innovation et de nouvelles possibilités d'affaires.

Une concentration d'établissements postsecondaires

La région bénéficie de la présence d'établissements postsecondaires d'excellente réputation, comme l'Université de Waterloo[3], connue pour ses départements de génie et de mathématiques; l'Université Wilfrid Laurier[4], et son Schlegel Centre for Entrepreneurship; l'Université de Guelph[5], renommée pour ses sciences agronomiques et environnementales; et le Collège Conestoga[6]. En outre, la région est le siège de plusieurs centres d'excellence de calibre mondial dont le Perimeter Institute for Theoretical Physics[7], l'Institute for Quantum Computing[8] et d'autres établissements d'enseignement qui embrassent tout un éventail de disciplines scientifiques, depuis le génie jusqu'à la robotique en passant par la nanotechnologie.

[3] **www.uwaterloo.ca/**
[4] **www.wlu.ca/**
[5] **www.uoguelph.ca/**
[6] **www.conestogac.on.ca/**
[7] **www.perimeterinstitute.ca/**
[8] **www.iqc.ca/**

Structures favorables à l'entreprise et à l'innovation

Les administrations publiques locales, de même que les hauts dirigeants de l'industrie, du milieu universitaire et des collectivités, ont contribué à doter la région de structures favorables à l'entreprise et à l'innovation. S'ajoute à cela un soutien provincial et fédéral, grâce auquel la région est en mesure de commercialiser ses idées et d'innover. Ces structures incluent l'Accelerator Centre[9], incubateur d'entreprises axées sur la technologie à but non lucratif qui a ouvert ses portes en 2006; le parc de recherche et de technologie de l'Université de Waterloo[10], qui se veut un catalyseur de percées technologiques pour les entreprises qu'il accueille, en leur ouvrant notamment les portes d'un milieu de recherche dynamique; et Communitech[11], association technologique de Waterloo pilotée par ses membres.

De fait, la grappe technologique de la région de Waterloo a rapporté gros à ses investisseurs. Le rapport de Communitech, *Making Magic in the Waterloo Region*[12], met en lumière l'excellente performance financière de la région de Waterloo au cours des dernières années, notamment :

- une multiplication par sept, à terme, de la valeur des investissements réalisés dans les entreprises locales;
- des acquisitions de 1,8 milliard de dollars au cours de la période de dix ans se terminant en 2005;
- un taux de rendement interne de 26 % obtenu par un portefeuille d'entreprises publiques axées sur la technologie de la région de Waterloo;
- des entreprises locales à l'origine de 10 % des appels publics à l'épargne dans le domaine de la technologie à la Bourse de Toronto, de 1996 à 2004.

Les dernières données de Thomson Financial montrent que les investissements en capital de risque dans la région ont décliné, avec une courbe qui se caractérise par des niveaux d'investissement de 46 millions de dollars en 2005, de 36 millions en 2006 et de 25 millions en 2007. Tout indique, cependant, que les investisseurs providentiels demeurent très actifs dans la région. Il ressort d'un sondage[13] financé par Communitech et réalisé en 2006 auprès d'entreprises de haute technologie de la région de Waterloo que les deux principaux défis auxquels se heurtent les entreprises locales sont la croissance du financement et la difficulté de recruter des personnes de talent et de les garder en poste. Néanmoins, la région a fait ses preuves et dispose d'une infrastructure robuste et d'un milieu d'affaires dynamique, gage d'un succès soutenu dans l'offre de possibilités de qualité aux investisseurs providentiels et de capital de risque.

RÉFÉRENCES

Communitech, 2006. *State of the Industry, Technology in Waterloo Region.*
http://communitech.esolutionsgroup.ca/investor_centre/research_centre.shtml

Communitech, 2006. *Making Magic in the Waterloo Region.*
http://communitech.esolutionsgroup.ca/investor_centre/research_centre.shtml

Joseph, Robert, Michael Bordt et Daood Hamdani, *Caractéristiques des incubateurs d'entreprises au Canada, 2005*, Ottawa, Statistique Canada, 2006.

Knaup, Amy E., « Survival and Longevity in the Business Employment Dynamics Data », *Monthly Labor Review*, mai 2005.

[9] **www.acceleratorcentre.com/home/index.php**

[10] **www.uwrtpark.uwaterloo.ca/**

[11] **www.communitech.ca/en/**

[12] Communitech, 2006. *Making Magic in the Waterloo Region.*
http://communitech.esolutionsgroup.ca/investor_centre/research_centre.shtml

[13] Communitech, 2006. *State of the Industry, Technology in Waterloo Region.*
http://communitech.esolutionsgroup.ca/investor_centre/research_centre.shtml

NOTES

La présente publication fait partie d'une série de documents publiés par la Direction générale de la politique de la petite entreprise. Cette direction analyse le marché financier et l'incidence des tendances observées sur l'accès des petites entreprises au financement. La recherche actuelle met l'accent sur les entreprises à forte croissance, sur les aspects du capital de risque et de l'environnement commercial en général au Canada qui influent sur le succès de ces entreprises, ainsi que sur les principaux intervenants du marché du capital de risque (par exemple, les sociétés de capital de risque et les investisseurs providentiels).

La Direction générale de la politique de la petite entreprise est par ailleurs responsable du Programme de recherche sur le financement des PME (PRF PME), vaste programme de collecte de données sur le financement des PME au Canada. En collaboration avec Statistique Canada et le ministère des Finances Canada, Industrie Canada publie des données sur l'offre et la demande de financement des petites et moyennes entreprises. Pour obtenir de plus amples renseignements et prendre connaissance des conclusions et des rapports statistiques, consultez le site Web **www.pme-prf.gc.ca**.

Pour figurer sur la liste d'envoi de cette publication trimestrielle et pour toute question concernant le contenu du présent numéro, communiquez avec Shane Dolan par téléphone au 613-954-5484 ou par courriel à **dolan.shane@ic.gc.ca**.

DROIT D'AUTEUR

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimédia
Direction générale des communications et du marketing
Industrie Canada
Bureau 264D, tour Ouest
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. : 613-948-1554
Téléc. : 613-947-7155
Courriel : **production.multimedia@ic.gc.ca**

Cette publication est également offerte en version HTML à **www.pme-prf.gc.ca/moniteurcr**.

Autorisation de reproduction
À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à **copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca**.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de catalogue Iu186-2/2007-4F-PDF
ISSN 1911-9267
60433

Also available in English under the title *Venture Capital Monitor — Q4 2007*.